

## Le Panama donne des gages aux Etats-Unis en s'éloignant des « routes de la soie » chinoises

Le nouveau secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a assisté lundi, au Panama, au renvoi de migrants illégaux colombiens, qui souhaitaient rallier les Etats-Unis.

Par Grégoire Pourtier (Panama, correspondance)

Publié le 03 février 2025 à 16h40, modifié le 03 février 2025 à 18h48 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Le secrétaire d'Etat Marco Rubio, accompagné de Frank Alexis Abrego, ministre panaméen de la Sécurité publique, à droite, arrive à l'aéroport Albrook de Panama City, lundi 3 février 2025, pour assister à l'embarquement de personnes à bord d'un vol de rapatriement à destination de la Colombie. MARK SCHIEFELBEIN / AP

Pour son premier déplacement en tant que secrétaire d'Etat, Marco Rubio s'est rendu, dimanche 2 février, au Panama, un allié traditionnel des Etats-Unis en Amérique centrale, mais avec qui une controverse a été déclenchée par Donald Trump. En décembre 2024, le président américain a créé la surprise en exprimant sa volonté de voir son pays reprendre le canal de Panama, quitte à utiliser la force. Les Américains ont creusé ce passage entre les océans Atlantique et Pacifique au début du XX<sup>e</sup> siècle puis l'ont administré jusqu'à fin 1999, avant d'en confier le contrôle au Panama en échange d'un engagement sur la neutralité de cette voie d'eau stratégique pour le commerce mondial.

M. Rubio a confirmé ces menaces lors de sa rencontre avec le chef de l'Etat panaméen José Raul Mulino. « J'ai indiqué clairement que les Etats-Unis ne peuvent pas, et ne pourront pas, permettre que le parti communiste chinois poursuive son contrôle effectif et grandissant sur la zone du canal de Panama », a-t-il écrit sur le réseau social X. Cette première déclaration du secrétaire d'Etat permet de clarifier les intentions américaines. Même si M. Trump s'est plaint de conditions commerciales déloyales pour son pays, c'est bien la question sécuritaire et l'influence présumée de la Chine qui le préoccupent le plus.

Les autorités panaméennes répètent que leur pays a l'entière souveraineté sur l'infrastructure, source d'orgueil national et générant presque un quart des revenus du pays. Mais deux des ports aux extrémités de cette voie maritime stratégique, Balboa et San Cristobal, sont gérés par une société chinoise basée à Hongkong, Hutchison, qui exploite par ailleurs 51 autres installations à travers le monde. Ces concessions, attribuées en 1997, alors que les Américains étaient encore présents, ont été renouvelées récemment. Les trois autres ports de la zone sont propriétés de sociétés américaine, taïwanaise et singapourienne.

**Lire aussi |**  [Donald Trump fait payer au Panama ses faveurs accordées à la Chine](#)



En réponse, M. Mulino a rappelé lors d'une allocution que, « *pour la première fois (...), ces deux ports [chinois] sont audités par les autorités compétentes de la République de Panama* ». « *Il faut donc attendre que ces études soient finies pour en tirer nos propres conclusions légales et agir en conséquence* », a-t-il estimé, proposant que des équipes techniques des deux pays entrent en contact « *pour clarifier ce qui doit l'être* ».

## Impatience américaine

Mais les Etats-Unis n'ont pas caché leur impatience. « *Le statu quo est inacceptable et en l'absence de changements immédiats, les Etats-Unis seront obligés de prendre les mesures nécessaires pour protéger leurs droits en vertu du traité* », a insisté le département d'Etat, en référence au traité de neutralité qui régit le canal depuis les accords Torrijos-Carter signés en 1977, et que la Chine violerait et menacerait.

Le Monde Application

### La Matinale du Monde

Chaque matin, retrouvez notre sélection de 20 articles à ne pas manquer

Télécharger l'application →

Le président panaméen assure, lui, qu'il n'a « *pas l'impression qu'il y ait une menace réelle en ce moment, contre le traité, sa validité, et encore moins [la menace] d'une utilisation de la force militaire pour prendre le contrôle du canal* ». Il a toutefois fait un geste envers les Etats-Unis en indiquant que « *le protocole d'accord sur les Routes de la soie ne sera pas renouvelé* ». Cette coopération avait démarré en 2017, quand un ancien chef de l'Etat, Juan Carlos Varela, avait pris parti pour Pékin en reconnaissant sa souveraineté sur Taïwan, obtenant en contrepartie la promesse d'investissements massifs. Des projets qui n'ont pas tous été concrétisés, le successeur de M. Varela se montrant lui beaucoup plus distant envers la Chine.

Malgré la fermeté du secrétaire d'Etat, la rencontre pourrait permettre une certaine détente entre les deux pays. Ni M. Rubio ni M. Mulino n'ont évoqué publiquement les critiques de M. Trump sur le prix réclamé aux navires pour transiter par le canal, plus d'une trentaine par jour au total. Ces tarifs sont publics et ne tiennent pas compte du pavillon, variant seulement en fonction de la taille des bateaux et de la valeur de leur marchandise. La flotte militaire américaine bénéficie en revanche d'un accès privilégié.

## Porte d'entrée en Amérique centrale

Le Panama est aussi un partenaire important des Etats-Unis dans leur lutte contre l'immigration illégale. Porte d'entrée en Amérique centrale, le pays a fait face ces derniers temps à un afflux spectaculaire de migrants risquant leur vie en traversant la jungle du Darien depuis la Colombie, avec l'espoir d'entrer plus tard aux Etats-Unis, 5 000 km plus au nord. Ils étaient 520 000 en 2023, encore plus de 300 000 en 2024, mais les chiffres sont à la baisse ces derniers mois. En janvier, le flux a diminué de 94 % par rapport à l'année précédente, affirme M. Mulino.

**Lire aussi |**  [Au Panama, le cauchemar de la jungle du Darien sur la route du rêve américain](#)



Lors de sa prise de fonction en juillet, le président panaméen avait assuré que « *la frontière des Etats-Unis ne se trouvait plus au Texas, mais dans le Darien* » pour traduire sa volonté de collaborer avec Washington. Dimanche, il a précisé qu'il était disposé à mettre à disposition l'aéroport de Meteti, où

échouent les migrants en sortant de la jungle, « *pour permettre le rapatriement de ces personnes* », à condition que les Etats-Unis prennent en charge les coûts nécessaires à l'adaptation des installations. M. Rubio a assisté lundi, sur un petit aéroport de la capitale, au décollage d'un avion renvoyant 43 migrants illégaux colombiens. Il devait poursuivre sa tournée par le Salvador, le Costa Rica, le Guatemala et la République dominicaine, afin d'y promouvoir la politique migratoire de Donald Trump.

**Lire aussi |** [Le président colombien poursuit sa passe d'armes avec Donald Trump en l'accusant de développer une « thèse fasciste »](#)



**Grégoire Pourtier** (Panama, correspondance)

---

## Services *Le Monde*

Découvrir

Calculez votre empreinte carbone et eau avec l'Ademe

Retrouvez nos derniers hors-séries, livres et Unes du Monde

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Voir plus